J'ai fait un rêve...

Un rêve où l'expression « dialogue social » n'aurait pas lieu d'exister, chacun se comportant en adulte, dans l'intérêt exclusif de la collectivité et en s'exprimant librement.

Au lieu de cela, j'ai fait un rêve où l'on soumet aux organisations syndicales des projets ou des expérimentations qui n'en ont que le nom, le tout devant être mis en œuvre selon un « calendrier contraint » et/ou dans un contexte budgétaire « bien connu » (expression devenue synonyme du mot contraint).

Dans ce rêve je me souviens pourtant d'un passé très récent où la Direction avait fini par trouver la voie de la raison, en écoutant l'avis des agents sur les réorganisations envisagées (déménagement des ressources humaines et de la DLBI, même si un doute subsistait sur la capacité à faire rentrer toutes les armoires dans les bureaux).

Mais ce rêve devient surréaliste lorsqu'en plein CHSCT la Direction exige qu'un représentant syndical - pourtant convoqué en tant qu'expert, pour l'ensemble du CHSCT - ne participe pas aux discussions préalables à la prise de décision de son organisation syndicale !

Je ne parlerais même pas du refus de communiquer l'audit sur le courrier au motif que « ce serait un document interne, non communicable » (on voudrait faire douter de la transparence de l'administration sur ce dossier qu'on ne s'y prendrait pas mieux !).

Il devient en effet inutile d'en parler car il y a bien plus risible (mais ce doit être nerveux) : l'appel d'offre - très largement diffusé au niveau européen, conformément à la réglementation sur les marchés publics - ne serait pas plus communicable aux organisations syndicales car... il s'agirait d'un document interne, non diffusable ?!?

Ah, j'ai fait un rêve où ce cauchemar tout éveillé ne serait pas vécu par d'autres collègues dans le département.

Ainsi, j'ai fait le rêve qu'une collègue arrivée au 2 janvier 2012 n'ait à subir que la formation initiale en janvier, puis des stages d'adaptation à son nouveau métier. C'était sans compter sur les méandres du Val-de-Marne et la joie des suppressions de postes !

Ainsi, après lesdits stages et le temps passé par les collègues à la former... elle a été changée de service au 1^{er} septembre... avant d'apprendre en janvier 2013 que son nouveau poste était lui aussi supprimé et qu'il fallait qu'elle fasse sa demande de mutation en urgence, la date limite approchant !

Mais, permettez- moi de ménager le suspense car le cauchemar ne s'arrête pas là !!!

Et oui, une fois de plus « la tour d'ivoire », comme l'appellent certains de nos collègues, avait oublié de prévenir le chef de service (si même eux sont traités par-dessus la jambe, où va-t-on ?!?).

Non sans vagues, l'agent est finalement resté à son poste... mais... (et oui, dans le Val-de-Marne il y a toujours un mais !) l'agent a également eu le privilège d'être désigné volontaire d'office pour assurer

l'intérim dans d'autres services... dont son ancien car... l'indicateur (vous avez dit indicateur ??) Et heureusement, il ne s'agit que d'un indicateur ANNUEL !) se dégraderait. Pourtant, dans mon rêve je me rappelle que les syndicats étaient intervenus pour défendre le maintien de ce poste !

Force est de constater qu'avant nous avions des EDRA ou des équipiers de renforts, maintenant nous avons des plombiers... mais sans la rémunération qui va avec, bien sûr !

Dans ces conditions, vous comprendrez que l'agent a quand même fait sa demande de mutation... pour la province. Et je fais un rêve où cette récompense bien méritée est obtenue !

Pour beaucoup d'entre nous, ces histoires sont le reflet du mépris envers les agents : **nous sommes devenus des curseurs, que l'on déplace en fonction des indicateurs à atteindre !!!**

Cette absence de considération a également été remarquée par la présence « massive » de la Direction aux obsèques de notre collègue et ami, Pascal WATTIEZ, membre de la famille DGFIP.

Pour d'autres c'est la lenteur que met la Direction à effectuer certains travaux, pourtant très utiles et pas forcément onéreux (1500 € pour réparer une porte de parking, plusieurs années d'attente pour 300€ afin de reconfigurer le contrôle d'accès d'un ascenseur...).

Ou bien encore le fait de dire qu'il n'y a plus vraiment de sujet sécuritaire dans le centre pourtant unanimement qualifié de « bête noire du département » (Choisy-le-Roi), alors que *Le Parisien* vient de faire un article sur le dernier incident en date : les commerçants de la galerie commerciale où sont installés nos services ont poursuivi les dealers pour tenter de les faire fuir !

J'ai aussi fait un rêve où des condamnations pénales venaient sanctionner les dérives de certains chefs de service, l'excuse invoquée de devoir « faire tourner le service malgré le manque criant d'effectifs » ne permettant pas de cautionner de tels agissements.

Jusqu'à présent nous étions « seulement » confrontés à des refus de stages ou de congés (de surcroît une semaine avant le départ !).

Si ce rêve s'est adouci, lorsque je me suis souvenu que la Direction avait rappelé aux chefs de service que les stagiaires étaient là pour être formés et non pas pour assurer l'intérim du service, il a ensuite viré aux sueurs froides.

Comment pourrait-il en être autrement lorsque l'on entend qu'un chef de service exige d'un agent, dès le jour de sa reprise d'activité suite à son congé parental, d'effectuer sa demande de mutation dans les plus brefs délais « et pas d'entourloupe ! ».

Que voulez-vous, il paraît qu'en Ile-de-France nous ne manquons pas de solutions pour faire garder nos enfants. Or, compte-tenu de la situation des effectifs, le service ne peut pas se permettre d'avoir une personne « dont on n'est pas sûr qu'elle vienne travailler tous les jours ». Car, si l'agent parle de problèmes pour faire garder son enfant alors que d'autres y arrivent, c'est qu'elle n'a peut être pas envie de venir. Il faut donc qu'elle en tire les conséquences en changeant de service, « ce sera mieux pour elle ».

Et que dire lorsque, réalisant que ces propos étaient (je ne trouve pas de mot), l'idée d'une hypothétique note de service pour dénigrer la qualité du travail de la collègue a germé comme une toute aussi

hypothétique bouée de sauvetage : voilà comment certains essaient de justifier l'injustifiable par un comportement encore plus injustifiable !!!

Car, n'en déplaise à certains, nous sommes là pour défendre tout le monde (y compris les chefs de service)... à condition que la personne concernée soit défendable. Or, en l'espèce, tous les collègues sont unanimes et ne manquent pas d'éloges... à tel point que ce sont eux qui nous ont contactés en premier !

Que dire aussi du chef de service qui exige d'un agent qu'il débadge lorsqu'il consulte Ulysse pour préparer un examen professionnel ?!?

Ou bien encore du fait de devoir nommer un inspecteur divisionnaire sur un poste d'adjoint afin qu'il serve de « tampon » entre le chef de service et les agents. Cela présente certes le mérite d'être une tentative de solutionner le problème. Mais, à défaut de le régler à la source, il n'est pas satisfaisant. Pour preuve, un deuxième agent vient de s'arrêter pour dépression nerveuse !

Le cauchemar continue car un autre agent vient d'être arrêté pour le même motif, mais à cause d'un autre chef de service pour lequel nous vous avons demandé une audience il y a peu.

En effet, plutôt que d'essayer de se faire discret, le chef de service n'a fait qu'accentuer la pression sur l'agent en exigeant de revoir tous ses dossiers de l'année dernière afin de les vérifier.

J'ai fait un rêve où je n'ose pas imaginer ce qui va se passer lorsque l'agent, exaspéré, s'en prendra physiquement à son chef de service en l'attrapant par le col et... mais, réflexion faite, n'es-ce pas ce qui vient de se produire dans un autre service ?!?

Mais rassurez-vous, nous condamnons la violence, tout comme l'intolérance et l'idiotie de nos technocrates qui n'ont qu'une vision purement comptable (1 sur 2, 2 sur 3...).

Mais tel *Le France*, notre beau pays est désormais démantelé dans un but purement financier... dans l'intérêt de quelques-uns, au détriment de la collectivité, ce qui nous vaut désormais le qualificatif international de nouvelle « République bananière ».

Mais j'ai fait un rêve où la Liberté, l'Égalité et la Fraternité n'étaient pas qu'une simple devise.

Et dire que ce rêve porte sur ce qui s'est passé dans la DDFiP du Val-de-Marne depuis un mois !